« Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire » écrivait Jean Jaurès. Le constat que les médias – propriété des grands patrons de l'industrie et de la finance – faillissent à leur mission d'informer en se faisant les porte-voix du discours officiel, et les serviteurs de l'idéologie dominante, révèle le déclin de notre démocratie. Ce déclin démocratique, dans un contexte de crise économique et financière, de récession sociale et de montée de l'extrême droite en Europe, mais aussi en Israël où les pouvoirs sont détenus par l'extrême droite et les religieux ultra-orthodoxes, est symptomatique des situations de pré-guerre.

Après les massacres commis en Israël le 7 octobre 2023, et l'émotion provoquée dans l'opinion publique, la détermination de l'État hébreu à vouloir éradiquer le Hamas ne peut justifier les bombardements massifs des populations civiles palestiniennes de la bande de Gaza, et les crimes commis par l'armée israélienne et les colons en Cisjordanie. Des violations du droit humanitaire international (DHI), avec la complicité de Washington déclarant ces « opérations défensives », et apportant une assistance militaire définie par le ministre américain de la Défense, Lloyd Austin, comme un renforcement de « la posture du ministère américain de la Défense dans la région », et le maintien de leurs « forces prêtes au niveau mondial pour renforcer la posture de dissuasion si nécessaire ».

Les tensions internationales et les conflits armés qui se multiplient dans le monde, nous interdisent d'être des témoins passifs d'un processus qui mène à une nouvelle guerre mondiale. Or, la guerre n'est pas inéluctable. Nous pouvons imposer aux pouvoirs financiers et aux États d'y renoncer. Il faut appeler les peuples victimes de la guerre à ne plus envoyer leurs enfants mourir, ou tuer « des gens qui ne se connaissent pas, au profit de gens qui se connaissent mais ne se massacrent pas » (Paul Valéry).

Léo MIRA

SAUVONS LA PAIX!

Edition

Prix

ISBN

Léo Mira

Sauvons la paix!

© Léo Mira, 2024

ISBN numérique : 979-10-405-4415-9



www.librinova.com

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

AVANT-PROPOS

« Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire » écrivait Jean Jaurès. Sous le coup de l'émotion, que les citoyens ne puissent appréhender objectivement des situations de crise créées par des massacres inqualifiables, commis par une organisation terroriste et un État criminel, est compréhensible. Que les médias faillissent à leur mission d'informer en se faisant les porte-voix du discours officiel et les serviteurs de l'idéologie dominante, témoigne du déclin de notre démocratie.

L'atrocité des crimes commis par la branche armée du Hamas le 7 octobre 2023 en Israël, et les crimes de guerre perpétrés en représailles par l'État hébreu sont la conséquence du suivisme de l'Occident dans l'entreprise de destruction du peuple palestinien, et la dénégation de son droit à disposer d'un État. La guerre menée aujourd'hui contre le peuple palestinien par Netanyahou, l'extrême droite et les religieux ultra-orthodoxes au pouvoir, conduit à une impasse. Seules la fin de la colonisation israélienne et la création d'un État palestinien peuvent mettre un terme à un conflit qui cristallise les antagonismes et les fantasmes d'un Occident en crise.

Le conflit israélo-palestinien est aujourd'hui prétexte à une présence militaire américaine accrue au Moyen-Orient. Ce déploiement guerrier disproportionné est dicté par les tensions internationales et la guerre en Ukraine. La poursuite des bombardements sur les populations civiles de la bande de Gaza et de Cisjordanie fait courir le risque d'un embrasement au Moyen-Orient, et d'une escalade pouvant mener à une nouvelle guerre mondiale. Imposer à l'État d'Israël de mettre fin à ces massacres de femmes, d'enfants, de vieillards que l'ONU qualifie de crimes de guerre, c'est contribuer à sauver la paix dans le monde.

« La paix est la seule bataille qui vaille la peine d'être menée. » Albert Camus

Le Hamas, la bombe qui a ébranlé les certitudes de l'Occident

Le Hamas est un mouvement de résistance islamique créé en 1987 avec la complicité de l'État d'Israël pour affaiblir le Fatah de Yasser Arafat, et annihiler tout progrès vers la création d'un État palestinien. L'écrivain palestinien Elias Sanbar, ex-ambassadeur de la Palestine auprès de l'Unesco, confie à Mediapart : « Le Hamas a été promu en sous-main par Netanyahou. J'ai le souvenir, tandis qu'Israël organisait un blocus financier à l'encontre du Fatah et de l'Autorité palestinienne, que les transferts d'argent au Hamas passaient alors par des banques israéliennes ! La créature d'Israël s'est retournée contre lui. Entretemps, elle s'est nourrie des échecs de l'Autorité palestinienne, dont les représentants sont accusés d'être des naïfs, sinon des traîtres, partant depuis 1993 dans des négociations avec Israël pour en revenir toujours bredouilles. »

Aujourd'hui corrompus, les dirigeants de l'Autorité palestinienne ont perdu la confiance et le soutien des Palestiniens, et laissé le Hamas porter le flambeau de leur lutte contre la colonisation de leurs terres, et les exactions commises par les colons israéliens. Le Hamas est un mouvement de libération composé d'une branche armée et d'une branche politique basée au Qatar, comme l'était le mouvement pour les droits civiques et contre la ségrégation confessionnelle subie par la minorité catholique en Irlande du nord dans les années 1960 à 1990 – mouvement qualifié de terroriste par l'État britannique –, avec sa branche politique, le Sinn Fein, et sa branche armée, l'IRA. Le Hamas, classé comme mouvement terroriste par une trentaine d'États occidentaux, est considéré par la majorité des pays membres de l'ONU comme un mouvement de résistance.

L'assassinat du Premier ministre Yitzhak Rabin en novembre 1995 par un Israélien juif d'extrême droite, va mettre fin au processus de paix engagé par la signature des accords d'Oslo et porter au pouvoir Netanyahou. La poursuite du développement des colonies israéliennes et le cynisme de l'Occident qui, en janvier 2020, sous les auspices des États-Unis, présente un plan – rejeté par les

Palestiniens – d'annexion des colonies par Israël en échange d'une contribution internationale de 50 milliards de dollars, et de déclarer la ville de Jérusalem capitale de l'État hébreu, vont conduire à l'offensive lancée le 7 octobre 2023 par le Hamas dans le sud d'Israël. Une action armée qui a engagé plus de 3 000 assaillants, provoqué des massacres sur la population civile, et entraîné la mort de plus de 1 400 personnes et la prise de plus de 240 otages.

Que les services de renseignement israéliens et américains – intimement liés et réputés être les plus performants – ne préviennent pas d'une opération terroriste du Hamas d'une telle ampleur, pose question sur un supposé « dysfonctionnement » au sein des services israéliens. Washington aurait dit aux Européens que « selon le renseignement américain, le Hamas aurait été surpris par la lenteur de la réaction des forces de sécurité israéliennes à l'offensive de ses commandos armés. » (Le Monde du 24 octobre 2023). Dans une enquête parue le 30 novembre 2023, le New York Times révèle que « des responsables israéliens avaient obtenu plus d'un an à l'avance [un document sous le nom de code de " Jericho Wall ", détaillant] le plan du Hamas visant à mener une attaque sans précédent contre Israël, mais avaient jugé le scénario irréaliste. »

Le dessein de Netanyahou et de l'extrême droite au pouvoir, d'expatrier définitivement les Palestiniens en Égypte et en Jordanie pour annexer la bande de Gaza et la Cisjordanie est clairement affiché. Un projet rejeté par le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, pour qui pousser les Palestiniens à quitter leur terre est « une façon d'en finir avec la cause palestinienne aux dépens des pays voisins » [...] « L'idée de forcer les Gazaouis à se déplacer vers l'Égypte mènera à un déplacement similaire des Palestiniens de Cisjordanie vers la Jordanie, et cela rendra impossible l'établissement d'un État de Palestine ».

Les bombardements massifs des populations civiles de la bande de Gaza et de Cisjordanie, en violation du droit international humanitaire, visent à accélérer l'exode des Palestiniens et à concrétiser le projet d'annexion progressive des territoires palestiniens, acté en 2020 par l'accord de coalition signé par Netanyahou et Benny Gantz, ministre de la Défense. Un plan dénoncé par l'avocat israélien Michael Sfard, défenseur des droits de l'homme : « Après l'annexion, ces Palestiniens deviendront des étrangers illégaux et seront menacés d'expulsion ». L'acharnement meurtrier d'Israël sur les populations civiles de la bande de Gaza et de Cisjordanie en témoigne. Cette guerre s'inscrit